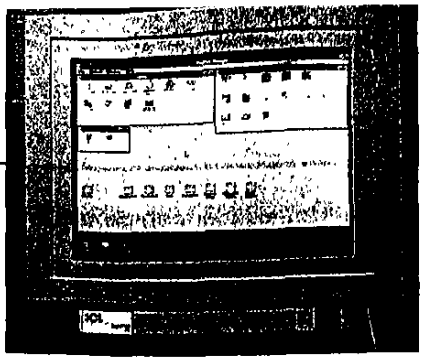

Les femmes et l'Internet

par Fatma Alloo

La libéralisation mondiale met en péril la capacité de l'Etat de protéger ses citoyens mais l'auteur, fondatrice de la Tanzania Media Women's Association, affirme que la «cyber-culture» peut donner du pouvoir aux femmes.

La globalisation est un phénomène aussi vieux que le monde. Des mouvements ont eu lieu de tous temps. Se développant initialement depuis les régions en déficit alimentaire vers les régions en excédent, ils se sont accélérés avec les évolutions scientifiques, et avec la circulation mondiale des capitaux en quête de marchés et de matières premières. Au début du 20ème siècle, la globalisation des capitaux était le fait d'une seule catégorie de la population, tandis que les autres tentaient d'y résister. Ceux qui disposaient des ressources ont été baptisés «tiers monde» et ceux qui exploitaient ces ressources «premier monde». Le langage a donc servi, lui aussi, d'outil de déresponsabilisation.

Les années 1990 voient le triomphe absolu du capitalisme. Les capitaux traversent désormais les frontières au nom de la libéralisation. Et l'Afrique a senti souffler sur elle le vent froid de la libéralisation, venu du nord. Les régimes de parti unique cèdent le pas à la démocratie, imposée comme condition par les donateurs qui prétendent nous aider. N'ayant aucune racine dans nos communautés, ce processus a eu des conséquences dramatiques. Les Etats se sont progressivement effondrés, faute d'une marge de manœuvre suffisante par rapport à un cadre stratégique qui place la croissance économique avant le progrès social et qui les oblige à ouvrir leurs marchés à la concurrence étrangère. La poursuite de cette évolution rend l'Etat de moins en moins capable d'assurer le bien-être de la majorité de sa population et la protection de son environnement. Il suffit de regarder les images poignantes de souffrance et de désespoir que nous transmettent les médias, et qui ne peuvent susciter que notre colère: des masses humaines sont chassées d'un endroit à l'autre, pions sur l'échiquier des dictateurs et de la politique internationale.

Il nous faut, en outre, gérer cette autre réalité des progrès technologiques qui fait que la culture «yuppie» est devenue la norme et que les «nantis» sont passés de l'ère industrielle à l'ère informatique. Les ordinateurs font entrer le village global dans nos chaumières. Et pour longtemps. L'informatique est une technologie ouverte qui engendre une anarchie de l'information. Nous avons donc le choix: considérer que c'est trop compliqué pour nous et décider de rester au large, ou en maîtriser l'usage pour faire valoir nos droits. Toute la question est évidemment de savoir si l'Internet n'est qu'un moyen supplémentaire d'acheminer chez nous l'idéologie commerciale du Nord. Rien ne nous empêche toutefois de créer notre propre réalité sur le web afin qu'elle serve de point de départ à un réseau mondial viable. N'avons-nous pas constaté au fil des années que le mouvement des femmes parvenait à influencer des décisions mondiales sur des questions telles que l'environnement, la démographie, le progrès social, les droits fondamentaux et la sauvegarde de l'environnement ?

Nous devons créer une «cyber-culture» au féminin qui nous offre l'occasion d'une interaction et d'une présentation de nos analyses et de nos réalités, et l'intégrer dans la communauté globale. Fini le temps où nous acceptions d'être des éponges ou des victimes: le réseau doit se servir du worldwide web pour se forger des opinions et transmettre des informations. En Inde, des groupes écologiques utilisent Internet pour faire connaître leur «réaction immédiate» aux déclarations des grands acteurs de la scène politique – sur des sujets tels que la convention sur la diversité biologique ou sur l'impact de la politique de pêche dans la Mer du Nord sur l'industrie halieutique dans l'Océan indien. Il suffit désormais d'appuyer sur une simple touche pour accéder à l'échelle planétaire aux politiques macroéconomiques qui prenaient traditionnellement leur temps pour arriver dans le Sud. Internet pourrait néanmoins annoncer des temps plus difficiles pour les dirigeants de ce monde si les partisans d'un changement positif décidaient de s'organiser. En Afrique, cette «cyber-culture» n'exerce pas encore de réelle influence du fait que peu d'associations de femmes ont pris conscience de son potentiel. L'Amérique latine et l'Asie sont beaucoup plus avancées dans ce processus et utilisent déjà Internet pour valoriser les pouvoirs et les droits des groupes féminins.

Il y a, bien sûr, des aspects négatifs, voire effrayants, du réseau Internet, tel l'usage subtil qui en est fait par des organisations d'extrême-droite pour promouvoir leurs idéologies. Les annonces offrant des femmes sur le web constituent une violation de nos droits fondamentaux. Hélas, ayant été initialement créé par l'armée américaine pour rester en fonctionnement même après une attaque nucléaire, Internet déjoue toutes les tentatives de censure. Lorsqu'un message rencontre un obstacle, le système cherche des routes alternatives jusqu'à ce qu'il arrive à destination. Le côté anarchique du système est donc une arme à double tranchant.

Nous sommes conscientes que rejeter le réseau Internet ne fera que nous marginaliser davantage. Par contre, si nous persistons à nous battre pour créer un village global à la fois fort et engagé, nous parviendrons – lentement mais sûrement – à venir à bout des violations et des torts causés aux femmes. Les «habitants» de ce village – des mouvements d'hommes et de femmes ayant foi dans une société plus juste, une communauté de donateurs qui appuie les droits des gens et divers groupes de solidarité – sont tenus de veiller à ce que cette nouvelle technologie reste accessible, et à ce qu'elle serve à supprimer ou du moins réduire les inégalités nées au fil de notre histoire. ■ F.A.